LUTTES . Un site internet [1] vient témoigner des combats menés dans les années 1970 et 1980 par les militant-e-s de la section biennoise de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR), devenue le Parti socialiste ouvrier (PSO). Entretien avec l'une de ses animatrices, Marie-Thé Sautebin.

«Garder la mémoire de ce qui a été fait»

SERVICES PUBLICS . INTERVIEW
LIGUE MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE . PHOTO

Tu fais partie des personnes à l'origine de la conception du site internet revenant sur l'histoire et les luttes menées par la LMR à Bienne, qu'est-ce qui a motivé cette démarche?

Marie-Thé Sautebin – Ce travail a été réalisé de manière collective et notre idée était de garder la mémoire de ce qui a été fait par les militant-e-s de l'extrême gauche dans le cadre de la vie sociale biennoise. La section biennoise a été créée en 1972, c'est-à-dire trois ans après la fondation de la LMR. Il s'agissait de construire une section pour répondre aux besoins locaux et de donner une résonance locale aux questions internationales. Nous étions une quarantaine de militant-e-s dans les années 1980.

Quels sont les combats majeurs qui ont été menés par la section biennoise de la LMR?

Il y a eu la grève de Burger-Jacobi (usine de pianos) qui a duré cinq semaines, dont on célèbre le cinquantenaire cette année et qui rompait la paix du travail. Nous étions très actifs-ves dans le comité de soutien. C'était le SIB (Syndicat industrie et bâtiment, un des syndicats à l'origine d'Unia) qui organisait les grévistes. Les rapports avec les organisations syndicales étaient parfois compliqués, nous militions notamment dans un courant contestataire au sein de la FTMH (Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, autre grande organisation ayant fondé Unia), appelé le «Manifeste 77», avec des militant-e-s de la gauche du Parti socialiste et du Mouvement populaire des familles dans le but de faire bouger les lignes à l'intérieur de la FTMH. Avec un succès très relatif car la bureaucratie syndicale était très puissante et a fini par éliminer ce courant.

Nos interventions et notre soutien aux travailleurs-euses étaient reconnus par ces derniers-ères et ils-elles se sont opposé-e-s aux volontés des directions syndicales de nous écarter des assemblées générales, comme cela a été le cas chez Burger-Jacobi.

La grève chez Lip à Besançon en 1973, qui a marqué les débuts de la crise horlogère, est également un moment marquant. Nous avons invité Charles Piaget et avons effectué un travail de soutien et de solidarité. La crise horlogère a suivi et a été dévastatrice, le nombre d'emplois est passé de 100 000 à 30 000 entre 1975 et 1990 dans l'arc horloger. Nous nous sommes mobilisé-e-s contre le démantèlement de l'industrie horlogère. Il ne faut pas oublier qu'il n'y avait pas d'assurance-chômage obligatoire à cette époque.

Nous avons également participé à la campagne «être solidaires» contre le statut de saisonnier-ère (logé-e-s à six dans des baraquements dans des conditions inhumaines) à un moment où les syndicats ne s'intéressaient absolument pas à cette question. Nous avons alors travaillé avec les associations de migrant-e-s, comme les Colonies libres italiennes (CLI) ou l'Association des travailleurs-euses émigré-e-s espagnol-e-s en Suisse (ATEES).

Hormis le travail ouvrier, quels étaient les grands thèmes d'intervention?

Les droits des femmes étaient un autre point important de notre militantisme, sur plusieurs plans différents. La dépénalisation de l'avortement, la protection de la maternité, la Loi sur l'égalité étaient au cœur de nos campagnes au niveau national. Mais nous étions également actives localement au sein du Mouvement de libération de la femme (MLF) où nous organisions des discussions non mixtes pour déconstruire le système patriarcal et en comprendre les enjeux. Nous sommes aussi intervenu-e-s au niveau local biennois avec une initiative pour la création du centre d'informations sexuelles et de consultation (CISC) visant à mettre sur pied un centre de planning familial indépendant de l'hôpital; nous élaborions des brochures sur le droit à l'avortement et sur les moyens contraceptifs, car rien n'existait à cette époque.

Avec le recul, je constate que la question féministe a été pour moi un sujet nouant les divers thèmes que nous avons abordés. La répression n'est pas la même pour les femmes, une oppression spécifique concerne les femmes, notamment dans le monde du travail. Cela a constitué le véritable fil rouge de mon engagement.

Plusieurs documents sur le site sont consacrés à la question de la répression, peux-tu nous en dire plus?

Il ne faut pas oublier que nous étions en pleine Guerre froide avec un anticommunisme virulent, une forte xénophobie avec les initiatives Schwarzenbach, et qu'en conséquence nous étions surveillé-e-s par la police politique, tout comme plus de 600 000 personnes en Suisse. Nous avons découvert des micros posés lors d'un Congrès de la LMR et nous étions sur écoute téléphonique illégale à nos domiciles. Des licenciements ont été infligés à des enseignant-e-s de Bienne et il est attesté que des emplois nous ont été refusés en raison de notre engagement militant. Il y avait donc des liens entre la police politique et le patronat qui constituait des listes noires.

Les années 1970 étaient très animées, qu'en était-il de la solidarité internationale?

Ces questions étaient très importantes, nous étions notamment actifs-ves au sein de l'ATEES et avons développé une activité antifranquiste. La solidarité avec les travailleurs-euses chilien-ne-s ou avec le Viêt-Nam était aussi un thème important pour nous. Lors de la révolution portugaise, nous sommes même allé-e-s au Portugal en 1975 pour y soutenir le mouvement féministe qui se construisait là-bas et qui n'avait pas le droit de manifester. Nous étions un bon millier de militant-e-s du MLF (de Suisse, de France, d'Italie) et avons pu observer un processus révolutionnaire en cours. Nous allions visiter des usines sous contrôle ouvrier, des crèches qui étaient créées dans des grandes demeures abandonnées par la bourgeoisie. Le pouvoir des travailleurs-euses n'a pas duré longtemps, mais il a existé, c'était une concrétisation de ce à quoi nous aspirions. ■

[1] lmr-rml-biel-bienne.ch

Contexte

«COMPRENDRE POUR AGIR»

Peux-tu expliquer ce qu'était la LMR: son fonctionnement et les combats qu'elle menait?

Contrairement à une image qu'on a voulu répandre, nous étions issu-e-s d'horizons divers et pas spécifiquement du monde étudiant (Bienne n'est pas une ville universitaire). Il y avait des militant-e-s actifs-ves dans l'horlogerie, dans la santé, l'enseignement, même dans le secteur bancaire, etc. Nous n'étions pas du tout hors-sol, bien au contraire.

La LMR s'inscrivait dans la vague révolutionnaire des années 1968 et entendait en finir avec le capitalisme. Nous étions convaincu-e-s que le monde déraillait et qu'il fallait le changer. Nous pensions que la fin du capitalisme n'était pas si éloignée, ce qui était évidemment optimiste. A cette fin, les militant-e-s étaient organisé-e-s en sections et en groupes de travail selon des terrains d'intervention spécifiques: luttes ouvrières, questions internationales, féminisme, répression, antimilitarisme, etc. Notre but était d'intervenir dans les mouvements sociaux qui agissaient de manière unitaire. Nous étions ainsi présent-e-s en soutien des luttes ouvrières (grève de Burger-Jacobi, fermeture de General Motors, crise horlogère…) ou dans les mouvements féministes sur le plan local.

La particularité de notre fonctionnement était que nous cherchions à comprendre la situation afin de pouvoir agir sur cette dernière. Nous combinions donc un travail d'ordre intellectuel de compréhension des enjeux, de recherche de documentation, et un volet pratique d'élaboration de tracts, de collage d'affiches, de propositions d'actions, etc.

La compréhension en vue de l'action sont les deux pieds de l'engagement militant et cela me semble l'héritage le plus important de la LMR. Par exemple, nous avons travaillé à une compréhension des inégalités de genre, ce qui nous permettait d'intervenir dans le mouvement féministe, par exemple contre le travail de nuit des femmes, pour une assurance maternité, le droit à la contraception et à l'avortement.

Cette conception du militantisme me semble avoir été perdue dans les mouvements politiques actuels. Je suis maintenant membre des Vert-e-s, sans être impliquée comme j'ai pu l'être dans la LMR, mais je ne vois pas de projet d'ensemble qui se dessine, on a tendance à faire du coup par coup sans questionner le fonctionnement global du système. ■